

Douze propositions d'intellectuels chinois pour résoudre la situation actuelle au Tibet

jeudi 17 avril 2008, par [Collectif / Signatures multiples](#), [WANG Lixiong](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mars 2008).

Pour l'instant le style de la propagande unilatérale déployée dans les médias officiels chinois, en attisant le ressentiment ethnique et en exacerbant la tension résultant de la situation actuelle, a considérablement miné l'objectif à long terme de la sauvegarde de l'unité nationale† : nous appelons à mettre un terme à ce type de propagande.

Nous soutenons l'appel du Dalaï Lama en faveur de la paix, nous espérons qu'en suivant les principes de bienveillance, de paix et de non-violence, une issue favorable sera trouvée aux affrontements ethniques. Nous condamnons toutes les actions violentes dirigées contre des civils innocents, et exhortons fermement le gouvernement chinois à arrêter la répression violente† ; nous appelons aussi la population tibétaine à s'abstenir de toute action violente.

Le gouvernement chinois affirme dans sa propagande qu' 'il existe suffisamment de preuves pour démontrer que la clique du Dalaï Lama a organisé, prémédité et planifié dans le moindre détail†^a les événements présents. Nous espérons que le gouvernement produira ces preuves, et nous proposons que le gouvernement invite le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU à diligenter une enquête indépendante sur ces preuves et sur le déroulement des événements eux-mêmes, ainsi que sur le nombre des morts et des blessés, s'il souhaite infléchir le point de vue contraire et l'attitude de doute qui prévalent dans la communauté internationale.

Nous estimons que des déclarations dans le style de la Révolution culturelle, comme celles faites par le dirigeant du Parti communiste dans la région autonome du Tibet, affirmant que le Dalaï Lama est un chacal en habit de moine, un démon à face humaine et au cœur de bête sauvage†^a ne sont d'aucune aide pour apaiser la situation, et n'améliorent pas l'image du gouvernement chinois. Nous estimons que le gouvernement chinois, qui cherche à tout prix à s'intégrer à la communauté internationale, doit montrer un visage conforme à un style de gouvernement moderne civilisé.

Nous notons que le jour même où des actions violentes ont éclaté à Lhassa (le 14 mars), les responsables de la région autonome du Tibet ont déclaré détenir 't suffisamment de preuves pour démontrer que la clique du Dalaï Lama a organisé, prémédité et planifié cela dans le moindre détail†^a. Cette déclaration montre que les autorités du Tibet savaient à l'avance que des violences allaient éclater, mais qu'elles n'ont pris aucune mesure efficace pour les empêcher ou les contenir. Il convient de mener une enquête rigoureuse afin de déterminer s'il y a eu négligence et d'en tirer des conséquences s'il y a lieu.

Si, en fin de compte, il est impossible de démontrer que les événements ont été organisés, prémédités, et planifiés dans le moindre détail, et qu'il s'avère qu'il s'agissait d'une « révolte populaire » provoquée, il faudra rechercher les responsables qui ont provoqué cette révolte populaire et fabriqué de fausses informations pour tromper le gouvernement central et la population. Il faudra également entamer une réflexion approfondie, et tirer les leçons de cette expérience, afin d'éviter que de tels événements se reproduisent.

Nous appelons vigoureusement à ne pas faire subir au peuple tibétain d'investigation généralisée ni

de règlements de comptes. Le jugement de ceux qui auront été arrêtés devra suivre une procédure juridique ouverte, juste et transparente, faute de quoi il ne permettra pas d'apaiser toutes les parties impliquées.

Nous exhortons le gouvernement chinois à permettre à des médias chinois et étrangers qui jouissent de la confiance publique à se rendre dans les zones tibétaines afin d'y conduire des entretiens indépendants. Nous estimons que le blocage médiatique actuel ne peut que susciter la méfiance des citoyens et de la communauté internationale[†] ; il endommage la crédibilité du gouvernement chinois. Si le gouvernement contrôle la situation, il n'a aucune raison de craindre une enquête méticuleuse. C'est seulement en adoptant une attitude ouverte que notre gouvernement pourra infléchir la défiance actuelle de la communauté internationale envers lui.

Nous appelons le peuple chinois et les Chinois de l'étranger à conserver une attitude calme et tolérante, et à se consacrer à une réflexion profonde. L'affichage d'un nationalisme véhément ne provoquera que le rejet de la communauté internationale, et nuira davantage à l'image internationale de la Chine.

Dans les années 1980, les protestations au Tibet se sont toujours limitées à Lhassa, cette fois elles se sont diffusées à toutes les régions tibétaines. Cette détérioration de la situation démontre que la politique tibétaine reste entachée de graves manquements[†] ; les administrations concernées doivent faire leur examen de conscience et changer radicalement une politique ethnique qui a ainsi démontré son échec.

Afin d'éviter que de tels événements se reproduisent, le gouvernement chinois doit respecter le droit à la liberté de religion et à la liberté de parole clairement stipulés dans la constitution chinoise, permettre à la population tibétaine d'exprimer pleinement son mécontentement et ses espoirs, et permettre aux citoyens de toutes les ethnies d'exprimer leurs critiques et leurs propositions vis-à-vis de la politique ethnique du gouvernement.

Nous estimons qu'il faut éliminer le ressentiment ethnique, réaliser l'harmonie entre les ethnies et cesser d'exagérer la division entre les différentes ethnies. Si un pays veut éviter le démembrement, il doit d'abord éviter la fracture ethnique. Pour cette raison, nous appelons les dirigeants chinois à dialoguer directement avec le Dalaï Lama. Nous espérons que les Chinois et les Tibétains pourront éliminer les malentendus, développer les échanges, et réaliser l'union entre eux. Qu'il s'agisse des agences du gouvernement, ou des organisations populaires et des personnalités religieuses, tous doivent œuvrer en vue de cet objectif.

22 mars 2008

Wang Lixiong (Pékin, écrivain), Liu Xiaobo (Pékin, écrivain indépendant), Zhang Zuhua (Pékin, juriste constitutionnaliste), Sha Yexin (Shanghai, écrivain, Hui), Yu Haocheng (Pékin, juriste), Ding Zilin (Pékin, professeur), Jiang Peikun (Pékin, professeur), Sun Wenguang (Shandong, professeur), Yu Jie (Pékin, écrivain), Ran Yunfei (Sichuan, éditeur, Tujia), Pu Zhiqiang (Pékin, avocat), Teng Biao (Pékin, avocat, universitaire), Liao Yiwu (Sichuan, écrivain), Jiang Qisheng (Pékin, universitaire), Zhang Xianling (Pékin, ingénieur), Xu Jue (Pékin, chercheur), Li Jun (Gansu, photographe), Gao Yu (Pékin, journaliste), Wang Debang (Pékin, écrivain indépendant), Zhao Dagong (écrivain indépendant), Jiang Danwen (Shanghai, écrivain), Liu Yi (Gansu, peintre), Xu Hui (Pékin, écrivain), Wang Tiancheng (Pékin, universitaire), Wen Kejian (Hangzhou, profession libérale), Li Hai (Pékin, écrivain indépendant), Tian Yongde (Mongolie intérieure, défenseur de droits populaires), Zan Aizong (Hangzhou, journaliste), Liu Yiming (Hubei, écrivain indépendant), Liu Di (Pékin, profession libérale).

Règles pour signer la pétition† :

1. Signer publiquement
 2. Signer de son vrai nom ou nom de plume le plus courant
 3. Inscrire son nom, sa province de résidence, sa profession
 4. Envoyer les signatures à l'adresse suivante : [xizangwenti gmail.com](mailto:xizangwenti@gmail.com).
-

P.-S.

* Publié en français sur le blog « Journal d'un Chinois » de Cai Chongguo :

<http://caichongguo.blog.lemonde.fr/>